



**FORUM AU LIEU
DU RÉSEAU MAURITANIEN
POUR L'ACTION SOCIAL**

Octobre 2024

**Rapport Alternatif
de la Société civile
sur Les Objectifs
de Développement
Durable en Mauritanie**



Liste des Acronymes

- ANSADE: Agence Nationale de la Statistique et de l'Analyse Démographique et Économique
- BM: Banque Mondiale
- CEA: Commission économique pour l'Afrique
- CEC: Comité Élargi de Concertation
- CIP: Comité Interministériel de Pilotage
- CDR: Comités de Développement Régionaux
- CDS: Comités de Développement Sectoriels
- DGSPD: Direction Générale des Stratégies et Politiques de Développement
- ECOSOC: Conseil Économique et Social des Nations Unies
- ENR: Évaluation Nationale du Risque
- EDSM: Enquête Démographique et de santé de Mauritanie
- ENV: Examen National Volontaire
- EPCV: Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des ménages
- FPHN: Forum Politique de Haut Niveau
- HCE: Haut Conseil de l'Education
- HCR: Haut-Commissariat aux Réfugiés
- IIG: Indice d'inégalité de genre
- MEDD: Ministère de l'Économie et du développement durable
- NASMO: Notes Annuelles Sectorielles de Suivi de la Mise en Œuvre
- ODD: Objectif de Développement Durable
- OMD: Objectifs du Millenaire de Développement
- ONG: Organisation Non Gouvernementale
- ONS: Office National de la Statistique
- SCAPP: Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée
- SCRAPP: Stratégie de Croissance Régionale Accélérée et de Prospérité Partagée
- SNPS: Stratégie Nationale de Protection Sociale

- SSN: Système de statistique national
- SMGF: Stratégie de promotion de l'abandon des Mutilations Génitales Féminines
- PNUD: Programme des Nations-Unies pour le Développement
- PAM: Programme Alimentaire Mondial
- PPP: Partenariat Public Privé
- PTF: Partenaires Techniques et Financiers
- FAO: Food & Agriculture Organisation
- RAMO: Rapports Annuels de Mise en OEuvre
- RESEN: Rapport d'Etat sur le Système Educatif
- SMART: Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Temporellement défini
- SNDDS: Stratégie Nationale Décennale pour le Développement de la Statistique
- PTF: Partenaires Techniques et Financiers
- PNDE: Plan National de Développement de l'Elevage
- OSC: Organisation de la Société Civile
- RMAS: Réseau Mauritanien pour l'Action Sociale
- RNV: Revue nationale Volontaire
- PCE: Pole de communication et d'encadrement
- PIP: Programme d'Investissement Prioritaire
- SNLTCT: Stratégie Nationale de Lutte contre le Terrorisme et la Criminalité Transnationale
- SNIG: Stratégie Nationale d'Institutionnalisation du Genre
- SNJ: Stratégie Nationale de la Justice
- UA: Union Africaine
- UE: Union Européenne
- ANRPTS: Agence Nationale du Registre des Populations et des Titres
- SBCI: Sécurisés Budget Consolidé d'Investissement
- BCM: Banque Centrale de Mauritanie
- CBMT: Cadre Budgétaire à Moyen Terme

■ **Résumé Exécutif :**

L'Agenda 2030 est le cadre mondial de référence en matière de développement durable qui guide les politiques publiques de développement aux niveaux national, transnational et international pour la période comprise entre 2015 - 2030..

Si le processus d'examen national volontaire (ENV) est le principal canal de communication des progrès réalisés au niveau national dans la réalisation des ODD et du Programme 2030, les rapports de la société civile sont essentiels pour garantir une évaluation indépendante, solide et précise des progrès réalisés dans les pays et constituent un moyen direct de promouvoir la responsabilité du gouvernement envers ses citoyens.

Dans ce cadre nous avons pris l'initiative d'élaborer un parallèle rapport une note élaborée par la société civile qui joue selon l'article 3 de la loi 004-2021

En somme, des actions importantes ont été mise en place et d'autres sont en cours de réalisation, actions en termes d'infrastructures, d'accessibilité à l'eau potable, de généralisation de l'école républicaine et des postes de santé et de centre de lutte contre la malnutrition, de mise en place d'infrastructures socioéconomiques

Cela à lui seul ne suffit pas et ne garantis pas l'atteinte des objectifs assignés pour l'Agenda 2030, Car, il existe d'autres défis qui doivent impérativement être surmontés.

L'actuel Examen Volontaire National Alternatif intervient dans un laps de temps critique, à six ans la date butoir accordé pour l'atteinte des ODD de l'Agenda 2030 donc dans une période sensible, d'où la nécessité qu'il aborde les questions de financement, des capacités de mobilisation des ressources, de lutte contre la corruption et de donner des pistes pour combler les déficits et les écarts entre les indicateurs, les cibles des ODD.

C'est pour cette occasion que nous saluons l'engagement du gouvernement et nous lui demandons d'avantage d'implication de la société civile et du citoyen en général pour assurer un développement inclusif et participatif sans discrimination aucune.

Cette RNV est le fruit d'une collaboration étroite entre certains segments de la société civile Mauritanienne, des chercheurs et de certains départements ministériels en plus, ce processus a bénéficié de l'appui technique et financier du Réseau des

Organisations Non Gouvernementales Arabes pour le Développement ANND. Il mettra l'accent sur les objectifs que nous avons jugé mal ou peu servis comme les ODD relevant des domaines sociaux.

Notre contribution se limite aux aspects analytiques et narratifs, car nous ne disposons pas des données requises pour faire un rapport fondé sur des données réelles, l'unique source de l'information reste le gouvernement, les données que nous avons pu recueillir sont des données fournies par les structures gouvernementales, l'accès aux données est un défi de taille ; Partant de cela notre analyse situationnelle décrit la vision de la société civile du degré d'atteinte des ODD.

■ **Méthodologie et processus d'élaboration**

La méthodologie que nous avons adoptée pour l'élaboration de cette Revue Volontaire Alternative SC 2024 se compose des étapes suivantes :

- (a) la collecte des certaines données en analysant des documents, rapports, études disponibles sur l'évolution de l'atteinte des ODD;
- (b) Réalisation de Focus groups thématiques, rencontres et interviews avec les associations, les activistes opérant dans les domaines ciblés par la revue volontaire avec un focus sur les ODD sociaux;
- (C) Proposition d'une analyse critique spécifique à la SC basée sur notre expérience, notre vécu et sur l'analyse situationnelle.
- et (D) les outputs de la journée de concertation avec les segment de la SC Mauritanienne et enfin l'élaboration d'un projet de consensus en matière de plaidoyer .

Cette note est conçue sur la base d'une approche participative proactive et inclusive impliquant une grande partie du mouvement associatif national qui s'active dans le domaine du suivi des politiques publiques, en plus de la SC , d'autres acteurs comme les académiciens, certains départements du gouvernement, des partenaires, des élus locaux ainsi que les parties prenantes ont été impliquées etc.

Cette contribution à la Revue de la Mauritanie à porter sur tous les ODD, avec un focus particulier sur les ODD en lien direct avec le thème global du Forum Politique de Haut Niveau de 2024, à savoir les ODD 1, 2, 13, 16 et 17 .

■ **Analyse critique de la situation**

L'atteinte des ODD suppose, l'autonomisation des groupes sociaux marginalisés, d'implication égalitaire entre hommes, jeunes et femmes, une réforme agraire qui contribuera à l'exploitation optimale des ressources foncières et hydrauliques par les autochtones et les ayants-droits, une refonte du système éducatif en plus d'une révolution sanitaire fondée sur le changement du paradigme socio-politique qui règne depuis longtemps.

Le Gouvernement mauritanien est le répondant légitime en charge de l'atteinte des ODD, pour honorer cet engagement la Mauritanie a élaboré une Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) et a multiplié les initiatives visant à atteindre les ODD depuis sa première RNV en 2019. Après huit ans de mise en œuvre de la SCAPP, l'évaluation de son 1er plan d'action et cinq ans après l'élaboration de la première RNV, la Mauritanie élabore en cette année 2024 sa 2eme Revue Nationale Volontaire qui partage avec le monde entier, les progrès réalisés, les échecs observés ainsi que les leçons tirées de son expérience en développement pour l'atteinte des ODD.

A ce niveau d'analyse nous pouvons bien attester que le gouvernement a entrepris des nombreuses actions dans le chemin de l'atteinte des objectifs de développement malgré les nombreux défis et obstacles d'ordre multiples :

- Pandémie de la COVID 19
- La modestie des infrastructures
- Le manque de moyens financiers
- Les guerres de l'Ukraine et de GAZA
- La montée des prix des denrées alimentaires
- Les flux migratoire
- La position géographique et géopolitique du pays
- Les conditions climatiques marquées par l'hostilité et la
- Vulnérabilité environnementale et climatiques et le manque de précipitation pluviométrique

Le gouvernement a mis en place une série de mesures et actions de nature à faciliter l'atteinte de certains ODD, cependant, nous estimons que les efforts consentis par le gouvernement, restent en deçà de l'aspiration des citoyens et que l'atteinte des cibles fixées par les indicateurs de l'Agenda 2030 n'est pas à l'ordre du jour.

Les processus lancés par les pouvoirs publics pour l'atteinte des Objectifs de développement durable ODD et la mise en œuvre des activités se sont heurtés à des contraintes réelles, surtout après la 1^{ère} Revue Nationale Volontaire de la Mauritanie en 2019. Malgré les contraintes rencontrées, nous pouvons mesurer l'évolution de l'atteinte des ODD sous trois angles ou blocs qui couvrent, selon notre compréhension de la question ; il s'agit de :

1- L'axe Social :

Le gouvernement a déployé des efforts et des investissements dans les domaines sociaux comme l'éducation, l'accès à la santé, à l'alimentation et à la nutrition, la réduction de la vulnérabilité et la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des citoyens issus des groupes vulnérables. On salue également les mesures prises par l'État pour lutter contre la pauvreté, telles que la Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée, la création de la Caisse nationale de solidarité en santé, qui constitue une assurance maladie pour le secteur informel.

Ce témoignage manque de données qui sont bien consignées dans le rapport du gouvernement. Notre rôle se limite ici, à confirmer que ce domaine est parmi les domaines ou axes les plus desservis. Des gros investissements se sont injectés et mobilisés pour la construction des infrastructures scolaires éducatives et sanitaires, sur l'hydraulique rurale et urbaine, sur l'autonomisation de la femme et des jeunes. En général, une amélioration timide est observable en termes d'accès à l'école républicaine, à l'hygiène, aux soins de santé infanto-maternelle et en termes d'accès à l'eau potable.

S'agissant de l'ODD 2 relatif à la lutte contre la malnutrition, nous ne disposons que des données fournies par le gouvernement qui donnent un taux de mesure de la sévérité de l'insécurité alimentaire (FIES) de 7% pour le niveau sévère, de 36.9% pour le niveau modéré, en 2022 la prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 5 ans, est de 13, 5% selon l'enquête (SMART 2022)¹.

¹EDS 2019-2020

Quant à la malnutrition aiguë sévère, elle demeure élevée avec un taux de 2,7% (SMART 2022), le taux de malnutrition chronique chez les enfants âgés de 6 à 59 mois est de 24,8% (SMART2022). En 2019, la production céréalière nationale couvre 89 % des besoins en riz et 35 % en céréales traditionnelles. Il faut signaler aussi que 25,4% des garçons et 20,2% des filles souffrent de l'insuffisance pondérale toujours selon la (SMART 2022).

Les données avancées ici sont des données fournies par le gouvernement, nous ne pouvons pas affirmer leurs véracité et leurs fiabilité, car nous ne disposons pas des bases de données thématiques qui nous permettent de se prononcer sur la question de développement social en particulier. Cependant, la pauvreté et l'extrême pauvreté continuent à toucher de manière disproportionnée les personnes qui habitent dans les zones rurales, ainsi que les personnes vulnérables, les anciens esclaves et les descendants d'esclaves ou les Harratines.

Sur le plan sanitaire l'état a investi en infrastructures de santé, points de santé, en équipements médicaux ; en recrutement de ressources humaines, les données dont nous disposons montrent une nette amélioration du taux de mortalité infanto-juvénile en passant de 28 points en 5 ans ; la réduction de la mortalité maternelle qui passe de 747 à 454 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2020, pour les dépenses publiques de santé du PIB de 0,47% à 1,24%, des dépenses publiques globales en santé de 6,98% en 2020 ce niveau reste en deçà de la Déclaration d'Abuja (15%). Les taux de mortalité néonatale atteignent une moyenne de 24,7 pour 1000 et 75 pour 1000. La vaccination enregistre une baisse de la mortalité infanto-juvénile qui a régressé de 13 points en 5 ans. La prévalence du VIH est de 0,29%. L'incidence de la tuberculose est à 81/100000 hbts en 2022. Le paludisme, la morbidité à régresser à 14 869 en 2019, soit une baisse de 51%² La prévalence de la contraception moderne a évolué en 2019, passant à 28,2%. Le taux de l'insécurité alimentaire 18%,

La croissance des dépenses de protection sociale est de 40,6%, en 2019, plus de 6,6 % de la population sont couverts par au moins un type d'intervention de protection sociale et 20,4 % avaient accès à un régime social de protection de la santé.

L'accès aux services de santé physique et mentale dans l'État ainsi que leur disponibilité et leur qualité demeurent limités, en raison notamment de l'accès encore restreint au Fonds d'action sanitaire et sociale, du manque d'infrastructures et de matériel médical adéquat, ainsi que du manque de personnel médical qualifié.

²Enquête démographique et sanitaire EDS 2019-2020

Malgré cela, nous savons en toute objectivité que le problème de la malnutrition aigüe –sévère reste lourdement posé surtout dans les milieux sociaux fragiles et défavorisés, de même que l'alimentation et l'accès à la santé et à l'éducation, les prix des denrées alimentaires sont en augmentation faramineuse insupportable par le citoyen simple. Cela pour dire en somme que l'atteinte des ODD de portée sociale (1-2-3-4 et 6) est loin très loin d'être proche ou approchée ou prévisible.

L'analyse des données relatives à l'éducation montrent bien qu'il reste un long chemin à parcourir pour qu'on puisse être en mesure de prétendre avoir une école républicaine digne de ce nom.

Malgré les gros moyens déployés par le gouvernement et les réformes engagés pour mettre en place une école républicaine, les avancés sont encore modestes, selon les chiffres officiels présentés par le gouvernement dans la RNV : les élèves disposent de compétences requises en matière d'addition sont de 54 % et de 64 % en soustraction, tandis que les enfants en 6ème primaire ayant des compétences de base en lecture et en calcul sont de 4,2% en 2020. Le pourcentage d'enfants de 4ème de 12% en 2020. Au secondaire, 2 % des élèves atteint de 60 % de la note globale, alors que les enfants, en dehors du système éducatif, sont de 27%. La mise en place d'un énorme programme infrastructures scolaires de plus de 2000 salles de classe depuis 2017, pour le préscolaire, près de 9./10 enfants n'ont pas accès à une éducation préscolaire formelle, la qualité des établissements de préscolaire (59% en privé) n'est pas aussi bonne que le scolaire primaire³.

Nous restons néanmoins préoccupé par les nombreux défis qui subsistent en ce qui concerne l'exercice effectif du droit à l'éducation le pays, et s'inquiète notamment :

- a-** Du taux élevé d'enfants non scolarisés ;
- b-** Du taux élevé d'abandon scolaire aux niveaux primaire et secondaire ;
- c-** Du faible taux de scolarisation parmi les filles et des difficultés qui subsistent pour ce qui est de leur maintien dans le milieu scolaire;
- d-** De la faible qualité de l'enseignement due en partie à l'absence de ressources suffisantes et au nombre insuffisant d'enseignants ;
- e-** Du manque d'infrastructures éducatives adéquates, caractérisé par l'accès insuffisant à l'eau potable et à des installations sanitaires ;

³RNV Mauritanie 2024

f- Des obstacles à la jouissance du droit à l'éducation pour les enfants provenant des milieux défavorisés, tels que les enfants victimes d'esclavage, les enfants migrants et les enfants en situation de handicap.

Selon notre lecture, le niveau et la qualité de l'accès de la population aux services sociaux de base, reste limité, modeste et sans effet sur le quotidien du citoyen à tous les niveaux excepté, la protection sociale et l'assurance maladie deux volets qui se sont améliorés.

L'accès à la santé laisse à désirer aussi bien niveau central que régional ; cette affirmation reste valable pour l'éducation, la lutte contre la pauvreté, la malnutrition, l'accès à l'eau et à l'égalité entre les sexes.

S'agissant de l'emploi, la jeunesse mauritanienne fuit le pays pour l'Eldorado américain –européen où les statistiques parlent de plus de 30000 jeunes migrants à la recherche d'emploi entre 2022 et 2024.

2- L'axe économique :

La Mauritanie dépend de l'aide internationale et de recettes fiscales non sociales. Il s'agit d'une économie de rente et de dette et pas une économie de développement ou d'impulsion de croissance -économie.

La Mauritanie a pu assurer le fonctionnement minimal des institutions malgré les bouleversements liés à la pandémie de la Covid 19, la guerre en Ukraine et le surendettement, en préservant les grands équilibres économique et assurent une croissance économique consécutive durant les cinq années précédentes (2019-2024). Les principaux indicateurs macroéconomiques pour la Mauritanie restent acceptables pour les bailleurs de fonds, bien que les institutions financières internationales aient souvent, l'habitude de s'aligner avec le gouvernement.

Le seuil de pauvreté monétaire (28.2%) et environ 2/10 en extrême pauvreté bien que la pauvreté multidimensionnelle touche 59,6% de la population⁴. Les besoins de financement nécessaire pour l'atteinte des ODD à l'horizon 2030 sont colossaux, alors que les fonds disponibles annuellement ne dépassent pas dans les meilleurs cas 12 à 25% du PIB avec une croissance économique atteint 6,4% en 2022. Le budget de l'Etat n'a augmenté que de 8,7% en moyenne⁵.

⁴Profit de pauvreté 2021 ANSADE

⁵RNV Mauritanie 2024

Cette situation reste tributaire de grands enjeux comme :

- La corruption,
- La mauvaise gestion,
- Les allocations budgétaires des secteurs sociaux essentiels

Le besoin en financement n'est pas mobilisable dans l'immédiat, il faut une conjugaison et une jonction des efforts, une mobilisation des différents bailleurs et la recherche d'autres sources de financements, de partenariats, du secteur privé et un partenariat PPP, afin que l'atteinte de cette cible soit envisageable d'ici 2030.

Le financement de développement sur les moyens propres de l'état oblige, les autorités a suivre une approche d'austérité, fiscalité non sociale et sans pitié, d'engager des réformes profondes mais surtout une gestion saine des budgets annuels et une passation de marché exemplaire, alors que l'ensemble des éléments cités ne sont pas encore réunis actuellement.

Cet axe économique dépend les aspects liés à la gouvernance économique et environnementale, le contrôle des prix des denrées alimentaires de première nécessité, du développement des infrastructures économiques urbaines et rurales du désenclavement et j'en passe

3- Axe de la gouvernance:

L'atteinte des ODD, nécessite une gouvernance optimale des ressources dont disposent le pays et une lutte contre la corruption, une répartition équitable des ressources tout en favorisant les zones et les personnes mal servies et de l'arbitrage en plus de la définition de la priorisation des interventions.

Cette masse d'activités reste interdépendante et conditionnée par la volonté politique et la coopération partenariale avec les bailleurs de fonds. L'élément déterminant reste la lutte contre la gabegie et la corruption

On note que l'État a renforcé son cadre juridique de lutte contre la corruption, par l'adoption de la loi no 2016-014 du 15 avril 2016 relative à la lutte contre la corruption. Cependant, nous sommes préoccupés par la persistance de la corruption, qui continue à faire obstacle à la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels.

La gouvernance dans le cas mauritanien signifie travailler selon une approche holistique qui comprend :

- L'amélioration des performances de la Justice, à travers la numérisation du secteur.
- Le renforcement de la décentralisation à travers l'accompagnement des conseils régionaux et des administrations territoriales ;
- La promotion des outils de planification et de suivi du développement économique local (DEL) ;
- La promotion d'un cadre institutionnel favorable à l'égalité entre les sexes, et la responsabilisation de la jeunesse à travers l'engagement volontaire et l'institutionnalisation d'un corps national de volontaires pour le développement durable ;
- Le renforcement de la cohésion sociale, la prévention et la gestion des conflits et de l'extrémisme violent;
- La promotion de la transformation numérique dans le secteur public en accompagnant la mise en place de la nouvelle Agence nationale du Numérique.

La Mauritanie, l'État doit continuer à s'attaquer prioritairement aux causes profondes de la corruption, d'assurer l'application stricte des mesures adoptées pour combattre la corruption et de lutter efficacement contre l'impunité des coupables. L'état doit également prendre les mesures législatives et administratives nécessaires pour garantir la transparence dans l'administration publique, et pour protéger les lanceurs d'alerte et militants de la société civile qui luttent contre la corruption, ainsi que les témoins et les journalistes.

4- Observations et Remarques de la Société civile

La société civile Mauritanienne formule à travers cette revue quelques observations et remarques sur le contenu de la RNV 2024 élaborée par le gouvernement avec la participation de certains segments de la SC Nationale :

- La société civile ne dispose pas de données et n'a pas l'accès à l'information, base de données fiables et des indicateurs SMART ce qui impacte négativement notre apport et le rend incomplet et limite aussi les capacités de la SC de conduire et d'élaborer une évaluation objective de ce processus RNV.

- Absence d'une approche et d'une vision intégrée et complémentariste entre les différents acteurs et bénéficiaires.
- La 2eme RNV ne montre pas une liaison entre les ODD et les réalisations sur le terrain en plus que l'impact des interventions n'est pas visible ni évident en matière de Développement Durable.
- La RNV ne motive pas les insuffisances et les retards dans l'atteinte des ODD, elle ne livre pas non plus les obstacles ni les défis et enjeux qui limitent les interventions du gouvernement.
- Le gouvernement n'a pas la volonté pour la promotion des politiques d'autonomisation des groupes et communautés fragiles et vulnérables en particuliers les femmes enfants et les personnes âgées.
- Le gouvernement n'a cessé de sensibiliser de mobiliser et de conscientiser les membres de la SC et les impliquer dans les processus de développement engagés pour l'atteinte des ODD et la révision des politiques publiques SCAPP et son plan d'action et les rapports d'évaluation NASMO , l'avis de la SC est bien visiblement mais pas réellement en considération.
- Que le degré d'implication des organisations de la SC par le gouvernement et les internationales, partenaires au développement et les PTF n'a pas encore atteints le niveau satisfaisant souhaité pas la SC qui reflète son rôle de contre-pouvoirs, de contrôle citoyen qui contrôle l'action publique.
- Le partenariat Société civile -Gouvernement et Partenaires, n'est pas fonctionnel.
- Que les cinq dernières années malgré la COVID et le changement du gouvernement et l'adoption d'une nouvelle loi déclarative pour la SC, d'une stratégie de promotion de la SC, les changements souhaités ne sont encore au rendez-vous ce qui façonnera fortement la contribution de la SC au développement du pays et à l'atteinte des ODD.
Il est opportun de faire une large diffusion et un partage du rapport RNV avec les parties prenantes afin de l'exploiter comme étant un outil de plaidoyer.

5- Principaux messages clés:

En Mauritanie, l'atteinte des Objectifs de Développement Durable représente une priorité pour les pouvoirs publics, de même que la société civile, la volonté politique existe. Certes, un retard considérable est constaté au niveau de tous les indicateurs, Ce retard s'explique par une multitude de facteurs dont certains sont exogènes et d'autres sont endogènes.

Le cadre national de référence "SCAPP" accompagnera, le cadre mondial "les ODD" en temps réel et dans l'espace selon leurs urgences, tout en se focalisant sur les actions prioritaires ; donc , le gouvernement suit les exigences nationales en matière de développement. Les priorités du pays restent les mêmes, les besoins en termes de développement sont globaux "économiques, sociaux, infrastructurels, climatiques, énergétiques et hydrauliques". L'urgence sur laquelle, les gens s'accordent, est, l'accès aux services sociaux autrement dit, l'atteinte des six premiers ODD" sans oublier, les priorités liées à la promotion des droits humains. Malgré les diverses interventions louables engagées par le gouvernement, nous énumérons ici quelques messages clés qui nous semblent urgents et prioritaires :

- Malgré les investissements colossaux qui sont injecté dans les domaines sociaux : santé- éducation-nutrition, accès à l'eau et assistance en matière de prise en charge COVID, distribution gratuite d'argent, Ces investissements n'ont pas d'impact réel et palpable sur la vie quotidienne du citoyen particulièrement au niveau rural.

- Le progrès timide observé au niveau de certains ODD reste marqué par l'absence quasi totale de l'implication effective et réelle des acteurs essentiels comme la SC et le secteur privé, en plus du manque de concertation et de coordination dans la plupart des aspects sociaux.

Ce déficit de participation et de partage d'informations est un frein qui limite les possibilités de partenariats.

La société civile lance un appel vibrant au Gouvernement Mauritanien, aux Partenaires Techniques et Financiers et au secteur privé de s'investir dans ce processus et de conjuguer leurs efforts pour que le défi social soit relevé et pour que notre population atteigne les ODD.

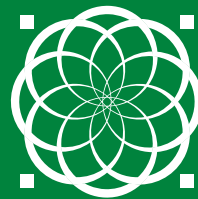
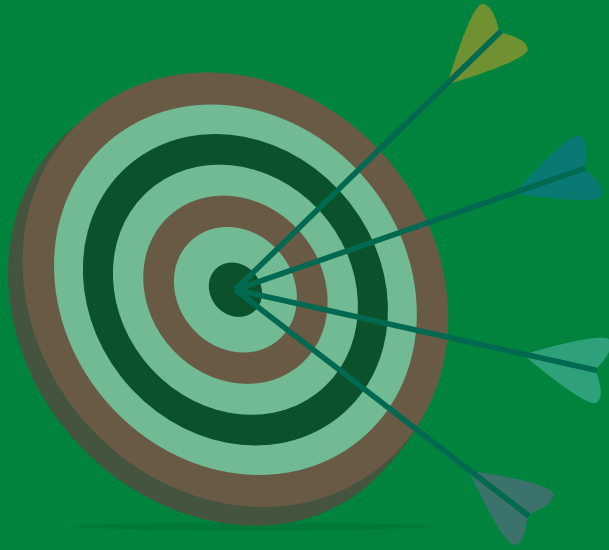
■ **Les principales recommandations de cette revue alternative SC sont :**

- La nécessité d'offrir la protection sociale particulièrement pour les groupes marginalisés en accordant une attention en redoublant les efforts pour l'atteinte des ODD liés à la protection sociale. Egalement, continuer à augmenter la couverture des programmes de transfert d'espèces à toutes les familles les plus défavorisées et marginalisées afin de leur garantir des conditions de vie décentes.
- Redoubler les efforts pour combattre la pauvreté, en particulier l'extrême pauvreté, en procédant à une évaluation exhaustive des programmes et stratégies mis en place à cet effet.
- La nécessité de mise en place d'une stratégie réelle, effective, inclusive de gouvernance coordonnée, car les investissements publics ne se font pas selon les règles de l'art, mais plutôt sur le clientélisme, le commissionnât d'où la nécessité d'une bonne gouvernance.
- La promotion des droits humains à travers adoption d'une approche basée sur les droits humains « sociaux-économiques et culturels »
- Révision de l'approche de gouvernance, de planification, de montage des objectifs, de répartition spéciale des interventions, des cibles et de leurs indicateurs, car, avec cette approche les ODD ne seront jamais atteints d'ici 2030.
- Allouer des ressources suffisantes au secteur de la santé, et de renforcer le système national d'accès aux soins et aux médicaments essentiels de qualité dénommé Mouyassar.
- Egalement, garantir l'accessibilité, la disponibilité et la qualité des soins de santé dans toutes les régions, notamment en améliorant l'infrastructure du système de soins de santé primaires, et de veiller à ce que les hôpitaux disposent du personnel médical, des infrastructures et du matériel médical adéquats, en quantité suffisante, ainsi que d'un approvisionnement régulier en médicaments ;

- Fédérer les actions des programmes, projets, agences, Départements Ministériels et délégations ouvrent pour l'atteinte des ODD ou qui intervient dans un cadre lié de près ou de loin à ODD.
- Inclure les ODD, les cibles et les indicateurs dans le PNDS politique d'institutionnalisation du genre et le plan d'action sanitaire et éducatif.
- Assurer une décentralisation des réalisations et mise en place des infrastructures qui peuvent garantir l'accès et la participation des bénéficiaires dans le choix la qualité et le suivi de l'activité mise en place et en impliquant les députés les maires et les collectivités locales concernées.
- Accorder une attention particulière pour l'égalité entre les sexes et l'émancipation de la femme en lui accordant une discrimination positive dans les domaines de l'éducation, santé propriété foncière et sa participation politique.
- Suivi d'une démarche qui se fonde sur le respect des droits humains, la lutte contre les séquelles de l'esclavage et l'exploitation et l'esclavage moderne et l'intégration de cette approche dans les programmes éducatives.
- La recherche ou la création d'un cadre fédérateur unificateur de plaidoyer pour suivre l'exécution et la mise en œuvre des ODD et des priorités de développement liées aux ODD sociaux.
- L'implication effective de la SC dans tout le processus d'élaboration de conception et de formulation et adoption des futures la RNV.
- Instaurer une culture de transparence de lutte contre la corruption et lutte contre la dépendance sociétale qui sévit dans notre société.
- Inclure les ODD, les cibles et les indicateurs dans le PNDS politique d'institutionnalisation du genre et le plan d'action sanitaire et éducatif.
- La mobilisation effective des ressources internes, y compris par le développement d'une politique fiscale plus efficace, progressive et socialement juste et d'une demande de redevances aux investisseurs étrangers pour l'exploitation des ressources

naturelles, comme l'extraction minière, qui soit juste et équitable, dans le but de lutter contre les inégalités économiques et d'assurer progressivement le plein exercice des droits économiques, sociaux et culturels.

- Prendre des mesures adéquates, en liaison avec les institutions financières internationales et autres créiteurs, pour assurer que les engagements découlant de la dette publique, y compris le service de la dette, n'aient pas un impact sur l'espace budgétaire et ne détournent pas les ressources nécessaires au respect par l'État, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'accès à une alimentation adéquate, de l'accès à l'eau et de la sécurité sociale.
- Assurer que le cadre légal de lutte contre la discrimination soit conforme aux normes et aux principes internationaux des droits de l'homme.
- Garantir l'accès à des recours effectifs aux victimes de discrimination, incluant la possibilité d'obtenir réparation;
- Prévenir et de combattre efficacement la discrimination dont sont l'objet les groupes vulnérables et les descendants des anciens Esclaves « Harratines », ainsi que les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés, y compris par des campagnes de sensibilisation et le recours à des mesures d'action positive afin de garantir l'exercice de l'ensemble des droits



annd

Arab NGO Network
for Development

شبكة المنظمات العربية
غير الحكومية للتنمية

www.annd.org

